

ELLE DEVRA SE TRANSFORMER EN SPA À PARTIR DE 2019

La SNTF tenue de faire des bénéfices

Face à l'absence de résultats positifs en dépit des programmes d'investissements massifs engagés par l'Etat, les pouvoirs publics optent carrément pour la restructuration. La Société nationale des transports ferroviaires SNTF devra se transformer en société par actions (SPA) et ce, dans l'objectif de la rendre économiquement viable et compétitive.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Après l'aérien et le maritime, le transport ferroviaire intéresse, de près, le gouvernement. Le manque de résultats positifs, notamment dans le volet prestation de services, a poussé le gouvernement à revoir sa copie concernant la SNTF, une société qui avait, il faut le dire, souffert durant la période de la décennie noire, mais aussi de la mauvaise gestion.

Le ministre des Transports a annoncé, jeudi dernier, que cette société nationale devra se transformer en un groupe sous forme de société par actions. «A partir de 2019, la SNTF ne doit plus compter sur les subventions de

l'Etat et doit devenir une société économiquement viable, rentable et créatrice de croissance. Elle doit, donc, renoncer à son statut d'Epic (Etablissement public à caractère industriel et commercial) pour devenir un groupe sous forme de SPA», selon les propos de Boudjema Talai tenus lors d'une réunion de travail et d'évaluation avec les cadres de cette entreprise organisée au siège de son département ministériel.

Boudjema Talai n'est pas à sa première déclaration au sujet de la SNTF. Dans un entretien accordé, il y a quelques jours, à notre quotidien *Le Soir d'Algérie*, le ministre Talai a reconnu, on ne peut plus clair, que «la SNTF est

une entreprise en difficulté». «Tout le monde sait que le transport ferroviaire ne joue pas son rôle dans le développement. Nous travaillons sur le dossier SNTF et nous apporterons les solutions à tous les problèmes évoqués (vétusté, insécurité, gestion des personnels, relation avec le partenaire social, etc.). Nous identifions les compétences à qui nous donnerons l'opportunité d'évoluer. Nous privilégions les actions de formation pour que la culture du cheminot soit de qualité», selon le premier responsable du secteur. Et c'est dans ce sillage qu'il a appelé, jeudi dernier, les cadres de l'entreprise à trouver les voies et moyens pour que la société renoue avec l'efficacité, et à moderniser le transport ferroviaire des voyageurs et des marchandises.

Dans la feuille de route préparée par les pouvoirs publics, le réseau ferroviaire national devra atteindre, à l'horizon 2020,



Photos : DF

La SNTF a souffert de la mauvaise gestion.

unt0total de 12 500 km connectés aux infrastructures portuaires, aéroportuaires et logistiques.

Le but visé est que la SNTF reprenne ses parts de marché dans le transport des marchandises et des matières premières comme le phosphate et le minerais.

de fer. Elle mettra en place des moyens modernes dans le transport des voyageurs pour assurer un service de qualité, seul atout pour attirer plus de voyageurs, selon les explications de Boudjema Talai.

S. B.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

La réglementation algérienne va être renforcée

La réglementation algérienne sur les activités commerciales, concernant notamment la protection du consommateur, sera renforcée. L'Algérie se mettra ainsi davantage en conformité avec les standards internationaux, a indiqué le directeur de la qualité et de la consommation au ministère du Commerce, Sami Kolli.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En marge d'un atelier organisé récemment sur les accords de l'OMC relatifs aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et aux obstacles techniques au commerce (OTC), Sami Kolli a expliqué qu'il s'agit de la mise à niveau du dispositif réglementaire du commerce, dont essentiellement la loi de février 2009 relative à la protection du consommateur, par rapport au référentiel international en la matière.

«Ce n'est pas une révision mais plutôt une mise à niveau à travers l'élaboration de textes complémentaires à ceux qui existent déjà», en renforçant le cadre législatif qui consacre les droits universels du consommateur. Soit les droits à la santé, à la sécurité, à l'information (étiquetage), à la présentation et aux choix du consommateur, comme le détaille ce responsable au département de Bakhti Belaïb, cité par l'agence nationale de presse.

A titre d'exemple, M. Kolli évoque une série de textes devant être publiés prochainement portant essentiellement sur la fixation du seuil maximum des résidus industriels et le contrôle des substances utilisées dans l'industrie susceptibles de contaminer les produits alimentaires.

«C'est également une manière de revoir notre organisation par rapport aux opérateurs économiques et à l'entreprise laquelle est tenue d'être compétitive et censée affronter le marché international», affirme Sami Kolli.

Dans ce sens, il estime que si la campagne «consommons algérien», initiée récemment par les autorités publiques, a permis de relever la conformité d'un certain nombre de produits algériens aux normes internationales, il a été constaté, cependant, la persistance d'insuffisances telles

**Objectif, permettre une meilleure compétitivité.**

celles liées à l'emballage et à l'étiquetage. C'est dans ce cadre que le ministère du Commerce, en concertation avec d'autres départements ministériels et l'association des consommateurs notamment, élabore

des textes pour mieux se conformer aux accords de l'OMC pour les aspects relatifs aux SPS et aux OTC, tels l'aspect organisationnel, la circulation des marchandises et l'encadrement du contrôle. «Je ne dis

pas que les textes en vigueur ne sont pas conformes mais plutôt incomplets par rapport à ce qui se fait de par le monde», affirme le même responsable tout en soulignant les avancées de l'Algérie en la matière tel le décret exécutif de mai 2014 sur le Laboratoire national d'essai.

En outre, le fait que l'Algérie soit membre de plusieurs organismes internationaux tels que le Comité Codex Alimentarius (organisme de normalisation alimentaire) et le CIPV (pour la protection de végétaux), lui facilite ce processus de conformité à la plupart des normes internationales, observe le directeur de la qualité et de la consommation.

Au-delà de la protection du consommateur, la mise à niveau du cadre réglementaire du commerce devra également permettre une compétitivité meilleure pour l'entreprise algérienne et ses produits sur les marchés internationaux.

C. B.

BOUIRA

Trois nouveaux cas de brucellose enregistrés

De nouveaux cas de brucellose continuent à être détectés au niveau de l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira.

Mercredi dernier, alors que jusque-là, sept cas avaient été signalés du côté de la commune de Taghzout, unique foyer où cette maladie a été détectée, trois nouveaux cas de la même commune ont été déclarés positifs.

Les trois personnes, deux hommes et une femme, viennent également de la même commune, à savoir Taghzout, située à 10 kilomètres au nord-est de Bouira.

Ainsi, au total, ce sont 10 cas de brucellose qui sont signalés au niveau de la wilaya de Bouira.

Cela étant, et selon l'inspectrice vétérinaire des services agricoles de la wilaya de Bouira, Dr Kerkoud, que nous

avons rencontrée mercredi dernier et qui refuse de parler d'épidémie, des mesures ont été prises aussitôt ces cas déclarés.

Des équipes vétérinaires de la subdivision agricole de Haizer se sont déplacées sur les lieux et ont commencé à faire des prélèvements sur tous les cheptels bovins existants sur le périmètre.

Les prélèvements ont été envoyés au laboratoire d'analyses de Tizi-Ouzou et les résultats seront disponibles dans quatre à cinq jours. «Ce n'est qu'en fonction des résultats que l'ordre d'abattage ou non des bêtes sera donné», dira-t-elle en rappelant que personne ne peut se prononcer si

la maladie provient réellement des bovins existants ou est-ce suite à la consommation de petit-lait ailleurs lors d'une fête.

En outre, notre interlocutrice rappelle que si la maladie provenait du bétail local, même avec l'abattage des bêtes, l'éleveur serait largement indemnisé, d'abord par le remboursement à hauteur de 50% de la valeur bouchère de la bête, ensuite avec la vente des parties consommables et qui ne seraient pas détruites.

Cela étant et concernant la gravité de cette maladie appelée fièvre de Malte, cette anthrozoose due à un coccobacille du genre brucella, notre interlocutrice rappelle que l'individu infecté doit impérativement et le plus vite possible se traiter sous peine d'avoir des complications qui peuvent

aller jusqu'à la stérilité, l'arthrite ou maladie des articulations, ou encore plus grave, avec certains cas d'ordre neurologique pouvant aller jusqu'à la méningite.

Aussi et pour toutes ces raisons, et avec les campagnes de sensibilisation entreprises auprès des éleveurs, mais également à travers des campagnes initiées dans les milieux scolaires, les citoyens étaient nombreux à se déplacer de leur propre chef ces derniers jours pour faire des analyses et se rassurer et rassurer leur entourage immédiat, ou le cas échéant, lorsque des cas sont avérés positifs, ils sont pris en charge au niveau de l'hôpital où ils seront gardés une quinzaine de jours avec des soins appropriés.

Y. Y.